



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/937

S/21245

12 avril 1990

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session
Point 47 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 11 avril 1990, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre, datée
du 11 avril 1990, que vous adresse S. E. M. Ozer Koray, Représentant permanent de
la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir diffuser le texte de cette lettre et de
la présente communication comme document de la quarante-quatrième session de
l'Assemblée générale, au titre du point 47 de l'ordre du jour, et du Conseil de
sécurité.

Le Représentant permanent adjoint,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Osman KORUTURK

ANNEXE

Lettre, datée du 11 avril 1990, de M. Ozer Koray au Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une lettre, en date du 10 avril 1990, que vous adresse S. E. M. Kenan Atakol, Ministre des affaires étrangères et de la défense de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre et de la présente communication comme document de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, au titre du point 47 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

APPENDICE

Lettre, datée du 10 avril 1990, adressée au Secrétaire général par M. Kenan Atakol

Le Conseil de sécurité, au paragraphe 5 de sa résolution 649 (1990), engage les parties en présence à "s'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver la situation". Depuis l'adoption de cette résolution, le 12 mars 1990, la partie chypriote grecque a agi comme rapporté ci-après, comportement qui est contraire aux exhortations du Conseil de sécurité :

1. Violations de la zone tampon et du territoire de la République turque de Chypre-Nord et manifestations hostiles.

Tant après qu'avant l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution précitée, des Chypriotes grecs, au nombre de cinq et dont l'un appartenait à la prétendue "Garde nationale", ont illégalement pénétré en RTCN avec le dessein d'y provoquer des désordres. Arrêtés par la police chypriote turque, ils ont été jugés et condamnés à de courtes peines d'emprisonnement. Deux d'entre eux, après avoir purgé leur peine, ont été renvoyés vers le sud par l'intermédiaire de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Prenant prétexte de ces incidents délibérément provoqués, les responsables chypriotes grecs ont organisé des manifestations d'étudiants, qui ont nourri l'animosité et obstrué le passage entre le sud et le nord. Le passage par la barrière de démarcation du Ledra Palace s'est trouvé bloqué, empêchant quiconque, même les diplomates en poste sur l'île, d'entrer en RTCN. Les responsables chypriotes grecs, au lieu de lancer des appels au calme et au bon sens, ont traité les auteurs de troubles en héros et ont encouragé à de nouvelles infractions et marques d'hostilité contre l'autre partie. Les manifestations, comme celles de juillet 1989, ont été dominées par le thème de l'enosis et le chauvinisme grec et ont exposé au grand jour l'état d'esprit profondément belliciste que le sud entretient à l'égard des Chypriotes turcs.

2. Résolution au Parlement européen.

Le 15 mars 1990, trois jours seulement après l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution 649, la partie grecque/chypriote grecque, perturbée par cette résolution exempte de propagande et de vindicte, a manœuvré pour faire adopter par le Parlement européen un texte entaché d'un total parti pris et au plus haut point contraire à la lettre et à l'esprit de la résolution du Conseil de sécurité. Cette résolution du Parlement européen, qui n'a d'autre but que de mettre les Chypriotes turcs et leurs dirigeants en accusation et de jeter le discrédit sur eux, a été saluée comme une victoire de propagande par la partie chypriote grecque qui l'a immédiatement exploitée en la mettant au service de sa tactique de désinformation. Une année après l'autre, les Chypriotes grecs accumulent dans des instances internationales où la partie chypriote turque n'est pas représentée des résolutions qui n'ont aucun poids moral ou politique. La situation actuelle est la preuve que ce déplorable procédé n'a servi qu'à rendre plus difficile une solution négociée. Les deux résolutions, celle du Conseil de sécurité et celle du Parlement européen qui lui a immédiatement succédé, illustrent

bien le contraste qui existe entre la voie ouverte pour mener à un règlement équitable et négocié et une tactique à base de propagande qui affaiblit les chances de parvenir à un tel règlement.

3. Action dans le cadre du Congrès américain.

M. Vassiliou, après être allé à New York où il n'a rien accompli de positif ni de constructif, s'est rendu à Washington pour mobiliser contre la partie turque le groupe de pression grec. Celui-ci, dont les antécédents ont prouvé qu'il ne se préoccupe guère de favoriser la réconciliation et un compromis de règlement à Chypre, qui se fait l'écho des seuls intérêts grecs et chypriotes grecs, et dont les opinions et les actes ne sont par conséquent pas plus impartiaux qu'objectifs, a encore une fois abusé de l'occasion que lui offrait l'examen par le Congrès de l'assistance étrangère à prévoir au titre de l'exercice budgétaire 1991 pour se livrer à sa propagande rituelle.

4. Session de l'Union interparlementaire au sud de Chypre.

La session annuelle de l'Union interparlementaire, qui s'est déroulée du 2 au 7 avril 1990, s'est tenue au sud de Chypre - où on a saisi cette occasion pour lancer une offensive générale de propagande en vilipendant les Chypriotes turcs et en déformant les faits se rapportant à la question de Chypre. Les parlementaires qui assistaient à cette réunion ont été mis dans l'impossibilité de se rendre au nord ou d'avoir des contacts avec des personnes se trouvant dans cette zone, à laquelle ils auraient pu avoir facilement accès par la barrière de démarcation du Ledra Palace. Le Speaker de la Chambre chypriote grecque des représentants, M. Lissarides, leur a adressé une lettre les engageant expressément à ne pas se mettre en relations avec les légitimes représentants de la population chypriote turque. Les invitations qui leur ont été envoyées du nord ou bien ne leur ont pas été distribuées ou bien ont été confisquées. Les parlementaires qui ont tout de même essayé de se rendre au nord en ont le plus souvent été physiquement empêchés, ou en ont été dissuadés par les manifestants chypriotes grecs qui bloquaient le passage par la barrière du Ledra Palace. Seuls les plus audacieux et les plus obstinés ont réussi à pénétrer au nord; encore certains n'ont-ils pu le faire qu'avec l'assistance de la Force des Nations Unies. Toutes les télécommunications avec le nord, par téléphone, télex ou télécopie, ont été coupées pendant la session. Dans les allocutions qu'ils ont prononcées dans le cadre de cette réunion, M. Vassiliou et les autres responsables chypriotes grecs ont abusivement profité de l'occasion pour s'en prendre à la partie turque. Pour finir, les Chypriotes grecs ont réussi à faire considérer par la conférence un projet de résolution qui dans certaines dispositions reprenait les thèmes habituels de leur propagande et énonçait des exigences incompatibles avec la résolution 649 (1990) du Conseil de sécurité, dont, bien entendu, on ne retrouvait ni l'esprit ni les éléments essentiels dans ce texte de l'UIP.

5. Campagne chypriote grecque de réarmement.

Les responsables chypriotes grecs poursuivent leur programme d'achat d'armement et autres mesures de réarmement. Le Ministre de la défense de Chypre-Sud s'est de nouveau rendu en France, pays qui est le seul membre permanent

du Conseil de sécurité à vendre aux Chypriotes grecs un armement perfectionné et du matériel militaire. Le Ministre a annoncé que son administration venait encore de consacrer 220 millions de dollars à l'achat de divers matériels militaires lourds. Ce renforcement de l'arsenal chypriote grec s'opère dans une atmosphère belliciste, créée par une rhétorique agressive et à laquelle contribuent pour leur part les déclarations provocatrices de l'Ambassadeur de Grèce à Chypre-Sud.

6. Terrorisme au sud de Chypre et activités de l'EOKA.

Une vague de radicalisme balaie le sud de l'île. Le parti communiste chypriote grec, AKEL, a averti de la formation d'organisations terroristes. Il y a eu par la suite des attentats à la bombe, l'un à la mosquée d'Omeriye, dans la partie sud de Nicosie. Des tentatives persistantes ont été faites pour ranimer l'organisation terroriste EOKA, qui réclame l'annexion de Chypre à la Grèce. Il faut aussi noter que l'on est en train de préparer le terrain pour le retour à Chypre de Nicos Sampson, l'homme armé de l'EOKA et "Président" fantoche du coup d'Etat grec du 15 juillet 1974. La multiplication des actes commis en marge du droit dans le sud de l'île et la tension provoquée par les agissements des Chypriotes grecs ont amené il y a peu de temps un membre permanent du Conseil de sécurité à manifester publiquement une inquiétude justifiée, devant laquelle le porte-parole chypriote grec a réagi de manière négative.

7. Nouvelle stratégie chypriote grecque d'internationalisation.

Durant les réunions tenues récemment par le prétendu "Conseil national" chypriote grec, M. Vassiliou et les chefs des partis politiques ont pris position contre la poursuite du processus de négociation et ont décidé au lieu de cela d'adopter une stratégie consistant à lancer une nouvelle campagne de propagande et à internationaliser la question de Chypre. Le Ministre chypriote grec des affaires étrangères a été chargé d'établir un rapport sur les principaux éléments de cette nouvelle stratégie. Le quotidien *Eleftherotipia*, qui répercute les vues de M. Kyprianou, a salué cette décision comme un "retour à la politique d'internationalisation après deux années d'inutile face-à-face". Ce n'est plus seulement le "front du refus", représenté par M. Kyprianou et M. Lissarides, mais aussi M. Clerides, le mentor de M. Vassiliou, qui s'est mis à manifester son opposition à la poursuite du processus de négociation et à imposer des conditions préalables.

Nous déclarons que toutes les façons d'agir rapportées ci-dessus sont contraires à ce que demande le Conseil de sécurité au paragraphe 5 de sa résolution 649 (1990). La partie chypriote turque, depuis l'adoption de cette résolution et les entretiens de New York, a été absorbée par les élections présidentielles et parlementaires qui doivent se tenir en République turque de Chypre-Nord les 22 avril et 6 mai 1990. Mais du côté chypriote grec, on ne s'est pas pour autant jugé tenu de mettre seulement un frein à des actes d'hostilité qui exacerbent les tensions sur l'île, empoisonnent l'atmosphère politique et compromettent les chances de renouer sans tarder un dialogue utile. Ces façons hostiles de procéder, qui sont autant de provocations commises, inspirées ou soutenues par les responsables chypriotes grecs, sapent dans ses fondements la résolution du Conseil de sécurité et ferment la voie à son application en faisant

obstacle à des pourparlers qui, tenus sur un pied d'égalité, permettent de parvenir librement à une solution qui soit jugée acceptable par les deux parties et prévoient la création d'une fédération bicommunautaire et bizonale. C'est aux deux parties que le Conseil de sécurité a demandé de s'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver la situation. Il faudrait rappeler à la partie chypriote grecque quelle responsabilité elle prend en s'obstinant dans une politique de confrontation et d'hostilité à l'égard des Chypriotes turcs.

Nous avons bon espoir que dans le cadre de votre mission de bons offices, réaffirmée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 649 (1990), vous prendrez les mesures qui sont nécessaires de toute urgence pour empêcher que la situation ne se dégrade encore davantage et que vous engagerez la partie chypriote grecque à ne pas se comporter, dans sa ligne et dans ses actes, d'une manière incompatible avec le principe de négociations visant à définir librement une solution jugée acceptable par les deux parties. La partie chypriote turque, étant l'une des deux auxquelles s'adresse la résolution du Conseil de sécurité, vous prie de bien vouloir porter la teneur de la présente lettre à l'attention du Président et des membres du Conseil.

Je vous serais obligé de bien vouloir diffuser le texte de la présente lettre comme document de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, au titre du point 47 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.
